

Communiqué du Conseil d'Etat

6 mars 2013

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Accord intercantonal sur les écoles supérieures : adhésion recommandée	4
Denrées alimentaires et objets usuels : oui à la révision de quatorze ordonnances fédérales	4
Réhabilitation des personnes placées par décision administrative : oui à l'avant-projet de loi	5
Genève	6
Suivi de l'IN 146 sur les tarifs des TPG	6
Carouge : modification de zones pour permettre la réalisation de logements pour étudiants	6
Nouvelle réglementation sur la passation des marchés publics	7
Soutien à l'association Genève-Plage	7
Modification du règlement d'exécution de la loi sur la prostitution	8
Ville de Genève : modification du règlement du Conseil municipal	8
Prestation de serment de l'école de police – classes de police judiciaire et de gendarmerie	9
Agenda des invitations à la presse	10

Accord intercantonal sur les écoles supérieures : adhésion recommandée

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi l'autorisant à adhérer à l'[accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures \(AES\)](#).

Adopté le 22 mars 2012 par la Conférence suisse des directeurs et directrices de l'instruction publique (CDIP), l'AES régit le montant des contributions qu'un canton doit verser pour ses ressortissants suivant une formation professionnelle supérieure à l'extérieur de leur canton de domicile. Ces formations relèvent de la [loi fédérale sur la formation professionnelle](#) et aboutissent, après le certificat fédéral de capacité (CFC), à l'obtention d'un diplôme ES tel que celui délivré à l'Ecole hôtelière de Genève, à l'Ecole supérieure d'éducateurs/trices de l'enfance ou encore à l'Ecole supérieure de soins ambulanciers.

Il appartient désormais à chaque canton, par le biais de son parlement, de procéder aux modalités d'adhésion. Le Conseil d'Etat recommande au Grand Conseil d'adhérer à cet accord, qui facilite la libre circulation des étudiant-e-s, apporte une plus grande transparence des coûts et s'inscrit dans la volonté de valoriser la formation professionnelle.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquoz, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25 ou 079 308 21 88.

Denrées alimentaires et objets usuels : oui à la révision de quatorze ordonnances fédérales

Le Conseil d'Etat a pris position en faveur de la [révision de quatorze ordonnances du droit des denrées alimentaires et des objets usuels](#), mise en consultation par le Département fédéral de l'intérieur.

Les modifications proposées tiennent compte des dispositions législatives européennes les plus récentes. Elles permettront de lever des entraves techniques au commerce, dans la mesure où des prescriptions suisses seront adaptées à des exigences déjà en vigueur dans les pays de l'Union européenne. Les modifications proposées vont également permettre d'améliorer les informations données aux consommateurs, comme par exemple l'obligation d'indiquer la nature des huiles végétales dans les listes d'ingrédients, d'annoncer si la viande ou le poisson frais ont été préalablement congelés, de mentionner si les produits ont été élaborés au moyen de viande ou de poisson reconstitués, ou encore de préciser la teneur en sel sur tous les étiquetages nutritionnels.

Pour toute information complémentaire : M. Patrick Edder, chimiste cantonal, DARES, ☎ 022 546 56 00.

Réhabilitation des personnes placées par décision administrative : oui à l'avant-projet de loi

Le Conseil d'Etat a fait part de son soutien à l'[avant-projet de mise en œuvre de l'initiative parlementaire relative à la réhabilitation des personnes placées par décision administrative](#), soumis à une procédure de consultation par la Commission des affaires juridiques du Conseil national.

En Suisse, pendant de nombreuses années, il était courant que les autorités de tutelle prononcent l'internement de personnes dans divers établissements et institutions pour des causes telles que la paresse, le libertinage ou l'ivrognerie. Etant donné qu'en règle générale, des autorités administratives étaient chargées de procéder à ces placements, ces derniers faisaient l'objet d'une décision administrative. Ce n'est que récemment que la pratique des placements administratifs a pris fin en Suisse. La commission souhaite que toute la lumière soit faite sur ce chapitre de l'histoire suisse et que les personnes concernées soient réhabilitées par l'Assemblée fédérale.

Dans de nombreux cas, les personnes concernées n'avaient aucune possibilité de faire examiner leur situation par un tribunal. La commission souhaite que l'Assemblée fédérale reconnaisse le tort infligé aux personnes placées par décision administrative et propose de signifier cette reconnaissance au moyen d'une loi fédérale. Cette loi doit en outre charger le Conseil fédéral de faire effectuer une étude historique sur les placements administratifs.

Plusieurs centaines de dossiers de placement administratif ayant déjà été détruits ces dernières années, la proposition de loi impose aux autorités cantonales et communales de pourvoir à la conservation des dossiers qui subsistent. De plus, le texte donne aux personnes concernées le droit de consulter leur dossier aisément et gratuitement.

Le Conseil d'Etat estime que l'avant-projet doit être salué en ce qu'il est propre à réparer, dans une certaine mesure, le tort subi par un grand nombre de concitoyens. L'intérêt des personnes touchées par des pratiques passées inadmissibles prime sur celui des autorités de l'époque à ce que leurs pratiques ne soient plus remises en cause.

Le gouvernement genevois relève toutefois que le projet pose un certain nombre de questions, comme la prise en compte d'autres études déjà menées sur le sujet et de leurs conclusions ou l'impact financier de l'obligation de conserver les dossiers.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Suivi de l'IN 146 sur les tarifs des TPG

Le Conseil d'Etat a adopté les arrêtés de constatation des résultats de la [votation du 3 mars 2013](#) relatifs aux trois objets fédéraux et aux deux objets cantonaux (loi instituant la caisse de prévoyance de l'Etat de Genève et initiative 146 « Stop aux hausses des tarifs des Transports Publics Genevois ! »).

Concernant l'IN 146, le gouvernement tient à préciser que le texte de l'initiative qui sera promulgué contiendra la précision relative à la classe d'âge 6-18 ans caractérisant le billet ou l'abonnement junior.

Lors du lancement de l'initiative par l'AVIVO en octobre 2010, le comité d'initiative a remis deux versions différentes de l'IN 146. L'une contenait des parenthèses précisant la classe d'âge 6-18 ans pour la mention « junior », l'autre pas. Le comité d'initiative comme le Conseil d'Etat ont toujours précisé dans l'information qu'ils ont donnée – notamment dans la brochure explicative – que la catégorie junior correspond à la classe d'âge 6-18 ans.

Par conséquent, ainsi qu'annoncé par les autorités, dès que le texte de l'IN 146 déploiera ses effets, la classe d'âge 18-25 ans ne pourra plus bénéficier de l'abonnement junior. Seule une modification spécifique de la [loi sur les transports publics genevois](#) permettra de réintégrer la classe d'âge 18-25 ans dans l'abonnement junior.

Le Conseil d'Etat a examiné ce matin en séance les différentes questions relatives à l'application de l'IN 146. Il communiquera prochainement sur les orientations à y donner.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, en contactant Mme Teresa Skibinska, DIP, ☎ 022 546 69 35 ou au 079 503 77 99.

Carouge : modification de zones pour permettre la réalisation de logements pour étudiants



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Carouge, en vue de créer une zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) et une zone des bois et forêts à l'angle du chemin de Pinchat et du chemin Vert.

Situé en zone 5 (villas) et d'une superficie totale de 54'490 m², le périmètre est constitué de la parcelle n° 1708, propriété de l'Université de Genève, et de la parcelle n° 2787 du domaine public communal. Essentiellement constitué d'une vaste étendue non bâtie, il comprend sur ses marges des objets significatifs du patrimoine végétal et construit : le chemin de Pinchat et le chemin Vert (qui sont inscrits à l'[Inventaire des voies de communication historiques de la Suisse \(IVS\)](#)), l'ancien orphelinat et l'atelier Potter

(qui figurent au [recensement architectural du canton de Genève](#)), et le constat de nature forestière en force sur une surface de 3400 m².

Le projet prévoit de créer une zone de développement 3 afin d'assurer une densification importante du périmètre au profit de l'Université, avec la réalisation de logements pour étudiants. Cette densification pourrait également permettre de réaliser des équipements publics et sportifs souhaités par la commune de Carouge.

Le projet de modification des limites de zones est conforme au [plan directeur cantonal](#) mis à jour en 2010, approuvé par le Conseil d'Etat le 6 octobre 2010 (voir [point de presse du 7 octobre 2010](#)) et par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication le 31 mars 2011.

L'enquête publique ouverte du 19 juin au 20 août 2012 a donné lieu à huit lettres d'observations. Le Conseil municipal de la commune de Carouge a préavisé favorablement à l'unanimité ce projet le 20 décembre 2012.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme DU, ☎ 022 546 73 13.

Nouvelle réglementation sur la passation des marchés publics

Le Conseil d'Etat a adopté un règlement modifiant le [règlement sur la passation des marchés publics](#).

Cette modification répond, d'une part, à une recommandation de la Cour des comptes émanant du [rapport d'audit et de gestion de juin 2012 concernant la définition d'un marché public](#). Le nouvel article 7 bis du règlement invite chaque autorité adjudicatrice à définir de manière formelle et transparente les limites des marchés qu'elle entend adjuger en utilisant des critères ou indices tels que le périmètre, la durée, la portée transversale de l'adjudication ou les motifs organisationnels qui justifient son choix.

D'autre part, ce changement réglementaire supprime la référence à la publication des avis dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC) et oblige les autorités adjudicatrices à utiliser la plateforme [simap.ch](#) pour les adjudications de marchés soumis aux traités internationaux.

Pour toute information complémentaire : Mme Pascale Vuillod, juriste, direction administration et support, office des bâtiments, DU, ☎ 022 546 61 94.

Soutien à l'association Genève-Plage

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi accordant à l'association Genève-Plage pour les années 2013 à 2016 une aide financière annuelle de 780'000 francs et une aide financière annuelle non monétaire de 520'000 francs.

L'aide financière est accordée sur la base d'un contrat de prestations, conformément aux exigences de la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005](#). En vertu de ce contrat, la mission de l'association de Genève-Plage est de gérer et d'exploiter le site de Genève-Plage, et de garantir un accueil optimal du public fréquentant les diverses installations tout en assurant l'entretien des bâtiments et la maintenance des installations et accessoires. L'aide non monétaire consiste en la mise à disposition du site par l'Etat de Genève.

L'Etat de Genève a formalisé son soutien à l'association Genève-Plage par le biais d'un contrat de prestation en mars 2009. Le présent projet de loi renouvelle ce dernier.

Pour toute information complémentaire : Mme Pascale Vuillod, juriste, direction administration et support, office des bâtiments, DU, ☎ 022 546 61 94.

Modification du règlement d'exécution de la loi sur la prostitution

Le Conseil d'Etat a procédé à une légère modification du règlement d'exécution de la loi sur la prostitution, suite à la transformation, au 1^{er} janvier 2013, du Tribunal tutélaire en Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant.

En raison de ce changement, « l'attestation du Tribunal tutélaire » mentionnée aux articles 9 et 12 du règlement – que les exploitants de salons de massages et d'agences d'escorte devaient produire jusqu'alors – est remplacée par la référence au « certificat de capacité civile délivré par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant ». Ce certificat atteste que la personne concernée ne fait l'objet d'aucune mesure restreignant sa capacité civile active.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

Ville de Genève : modification du règlement du Conseil municipal

Le Conseil d'Etat a approuvé la délibération de la Ville de Genève du 16 janvier 2013 modifiant l'article 87 du règlement du Conseil municipal. Cette modification a pour objet de permettre le renvoi direct en commission des délibérations au sens de l'article 50 de son règlement.



Le bureau et les chefs de groupes décident à la majorité quelle commission traitera de l'objet. Le Conseil municipal vote sans débat le renvoi en commission, toutefois un conseiller municipal peut demander l'ouverture de la discussion. Sa demande est mise aux voix sans débat.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Prestation de serment de l'école de police – classes de police judiciaire et de gendarmerie

Vingt-huit nouveaux policiers – treize inspecteurs (deux femmes et onze hommes) et quinze gendarmes (trois femmes et douze hommes) – ont prêté serment ce jour devant le Conseil d'Etat sur promenade de la Treille, à l'issue du traditionnel cortège dans les rues de la ville. Dès le 7 mars, elles et ils seront intégrés dans les divers services et postes de police du canton, au service de la population.

Cette traditionnelle cérémonie est le point d'orgue d'un enseignement dispensé durant douze mois au centre de formation de la police à l'ensemble des aspirants de police. Ce cursus est récompensé, à Genève, par l'obtention du brevet fédéral de policier (photo T.-P. Graindorge).



Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
8 mars 11h00	Diagnostics déchets personnalisés à l'attention des PME	Maison La Julienne Rte de Saint-Julien 116 1228 Plan-les-Ouates	DIME	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13